

Gelet op het advies van de Bestuurscommissie van het Rijksinstituut voor Grondmechanica;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 juni 1986;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 23 juni 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door het feit dat de maatregelen van de 7e sociale programmatie 1974-1975 zonder verwijl verder moeten worden uitgevoerd in het Rijksinstituut voor Grondmechanica, teneinde de continuïteit niet in het gedrang te brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 september 1980 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij het Rijksinstituut voor Grondmechanica, wordt aangevuld als volgt :

« 4^e wordt in de weddeschaal 21/1 vastgesteld de wedde van de technische helper die vier jaar graadanciënniteit telt; »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1976.

Art. 3. Onze Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 13 augustus 1986

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbare Werken,
L. OLIVIER

Vu l'avis de la Commission administrative de l'Institut géotechnique de l'Etat;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 juin 1986;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 23 juin 1986;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'exécution des mesures de la 7^e programmation sociale 1974-1975, doit être poursuivie sans délai à l'Institut géotechnique de l'Etat afin de ne pas perturber la continuité du service;

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 11 septembre 1980 fixant les échelles de traitements des grades particuliers de l'Institut géotechnique de l'Etat, est complété comme suit :

« 4^e est fixé dans l'échelle 21/1 de traitement de l'aide technique qui compte une ancienneté de grade de quatre ans; »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1976.

Art. 3. Notre Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 13 août 1986

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Travaux publics,
L. OLIVIER

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 86 — 1512

9 JUILLET 1986. — Arrêté ministériel à l'organisation des services du contentieux judiciaire du Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les ministres membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 modifié par celui du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Arrête :

Article 1^{er}. La défense en justice des causes concernant les affaires, exceptées celles relevant du Conseil d'Etat, pour les matières d'environnement et d'agriculture du Ministre de la Région wallonne, est confiée à Mr. Pierre Neuville, avocat au barreau de Charleroi, dont le cabinet est établi à 6000 Charleroi, 1/7 boulevard Defontaine, portant le titre d'avocat du Ministère de la Région wallonne pour les provinces de Luxembourg, de Namur, du Brabant wallon, du Hainaut et de Liège.

Art. 2. D'une manière générale, les attributions des avocats du Ministère de la Région wallonne, les attributions des avocats du Ministère de la Région wallonne sont déterminées par les dispositions prévues aux articles 3 à 10 du présent arrêté.

Le Ministre conserve la faculté de confier des affaires litigieuses, dans des cas spéciaux, à un avocat autre que celui attitré conformément à l'article 1^{er}.

Si l'avocat doit se désister pour des raisons déontologiques, le Ministre peut désigner un des autres avocats attitrés.

Art. 3. Les avocats attitrés du Ministère de la Région wallonne sont également chargés de la défense des problèmes contentieux pouvant survenir dans les services mêmes du cabinet ministériel.

Ils peuvent, en outre, être consultés par le Ministre aussi souvent que celui-ci l'estime opportun.

Art. 4. Les avocats attitrés du Ministre de la Région wallonne assurent la défense des affaires contentieuses jusqu'à leur terme.

Art. 5. Les avocats du Ministère de la Région wallonne sont rémunérés par un abonnement dont le montant est fixé pour chacun à 250 000 francs, payables par tranches trimestrielles, hormis les frais de dossier.

Il est rattaché à l'index et varie à chaque augmentation ou diminution d'au moins 5 % de l'index. Les frais de dossier seront établis pour chaque dossier par les avocats du Ministère de la Région wallonne et remboursés par trimestre suivant leur envoi.

Le montant fixé est réduit de moitié chaque année où le nombre de litiges ou de consultations confiés à un avocat est inférieur à cinq.

Art. 6. Les avocats du Ministère de la Région wallonne sont indemnisés de leurs frais de déplacement d'après le tarif officiel de l'administration; lorsque leurs devoirs de service occasionnent un voyage en dehors de l'arrondissement judiciaire où est établi le siège de leur cabinet, le Ministre détermine, par assimilation, la classe du tarif dans laquelle ils sont rangés.

Art. 7. En cas d'insuffisance constatée de l'abonnement d'un avocat attitré, eu égard au nombre d'affaires dont il a eu à s'occuper, à leur importance et aux devoirs accomplis en l'occurrence, le Ministre peut, dans les limites des crédits budgétaires, et par convention particulière, lui allouer un supplément extraordinaire annuel d'honoraires.

Art. 8. Les avocats attitrés bénéficient, en plus de leur abonnement annuel, des indemnités de procédure, pour autant et dans la mesure qu'elles soient recouvrables à charge de la partie adverse.

Le décompte ne peut être fait que lorsqu'une affaire est définitivement terminée et après compensation éventuelle en cas de litige.

Les avocats attitrés sont chargés par le Ministre de recouvrer eux-mêmes à la charge des parties succombantes lesdites indemnités.

Art. 9. La mission des avocats du Ministère de la Région wallonne prend fin d'office le premier jour du mois suivant celui au cours duquel ils atteignent l'âge de 70 ans.

Art. 10. Les avocats du Ministère de la Région wallonne ne sont point considérés comme des fonctionnaires faisant partie de l'administration générale dans le sens de la loi sur les pensions.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juillet 1986.

Le Ministre de la Région wallonne
pour l'Environnement et l'Agriculture,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 86 — 1512

9. JULI 1986. — Ministerialerlass über die Organisation der Dienststellen für Prozessangelegenheiten des Ministers der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlass vom 23. Dezember 1985;

Beschliesst der Minister der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft:

Artikel 1. Für die Umwelt- und Landwirtschaftsangelegenheiten des Ministers der Wallonischen Region wird die Verteidigung vor Gericht der Rechtssachen für die der Staatsrat nicht zuständig ist, Herrn Pierre Neuville, Rechtsanwalt in Charleroi, dessen Praxis in 6000 Charleroi, 1/7 boulevard Defontaine liegt, in seiner Eigenschaft als Rechtsanwalt des Ministeriums der Wallonischen Region für die Provinzen von Luxemburg, Namür, Wallonisch Brabant, Hennegau und Lüttich anvertraut.

Art. 2. Die Zuständigkeiten der Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden im allgemeinen durch die in Artikel 3 bis 10 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bestimmungen festgelegt.

In besonderen Fällen behält der Minister die Möglichkeit, einem anderen Rechtsanwalt als demjenigen, der gemäss Artikel 1 beauftragt worden ist, strittige Angelegenheiten anzuvertrauen.

Wenn der Rechtsanwalt aus Gründen der Deontologie verzichten muss, kann der Minister einem der anderen ständigen Rechtsanwälte bestellen.

Art. 3. Die ständigen Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden ebenfalls mit der Verteidigung von Streitfragen, die in den Dienststellen selbst des Kabinetts des Ministers auftreten können, beauftragt. Ferner können sie vom Minister zu Rate gezogen werden, so oft dieser es für angebracht hält.

Art. 4. Die ständigen Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region sorgen für die Verteidigung der Prozessangelegenheiten bis zu deren Abschluss.

Art. 5. Die Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden aufgrund eines Abonnements entlohnt, dessen Betrag für jeden auf 250 000 F festgesetzt und in dreimonatlichen Raten ausgezahlt wird, mit Ausnahme der Bearbeitungskosten.

Er ist an den Index gebunden und schwankt bei jeder Erhöhung oder Verringerung von mindestens 5 % des Indexes.

Die Bearbeitungskosten werden für jede Akte von den Rechtsanwälten des Ministeriums der Wallonischen Region festgelegt und pro Quartal nach ihrem Versand zurückerstattet.

Der festgesetzte Betrag wird jedes Jahr, wo dem Rechtsanwalt weniger als fünf Streitfälle oder Beratungen anvertraut worden sind, um die Hälfte gekürzt.

Art. 6. Den Rechtsanwälten des Ministeriums der Wallonischen Region werden die Fahrtkosten gemäss dem offiziellen Tarif der Verwaltung vergütet; wenn sie sich aufgrund ihrer Dienstpflichten ausserhalb des Gerichtsbezirks ihrer Praxis begeben müssen, bestimmt der Minister durch Gleichstellung die Tarifstufe, in die sie eingeordnet werden.

Art. 7. Wenn sich das Abonnement eines ständigen Rechtsanwalts im Hinblick auf die Anzahl der von ihm behandelten Angelegenheiten, ihr Ausmass und die Pflichten als ungenügend erweist, kann der Minister ihm im Rahmen der Haushaltsmittel und durch Sonderabmachung einen aussergewöhnlichen jährlichen Honorarzuschlag gewähren.

Art. 8. Zusätzlich zu dem Jahresabonnement erhalten die ständigen Rechtsanwälte Prozessvergütungen, sofern und in dem Masse, wie diese zu Lasten der Gegenpartei gehen.

Die Abrechnung kann erst erfolgen, nachdem die Angelegenheit endgültig abgeschlossen und im Falle eines Streites ein eventueller Ausgleich vorgenommen worden ist.

Die ständigen Rechtsanwälte werden vom Minister beauftragt, diese Vergütungen selbst und zu Lasten der verlierenden Partei einzuziehen.

Art. 9. Der Auftrag der Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region nimmt von Rechtswegen ein Ende am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem sie das Alter von 70 Jahren erreichen.

Art. 10. Die Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden keineswegs als Beamte der allgemeinen Verwaltung im Sinne des Gesetzes über die Pensionen betrachtet.

Art. 11. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 9. Juli 1986.

Der Minister der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft
D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 86 — 1512

9 JULI 1986. — Ministerieel besluit houdende organisatie van de dienst Juridische Geschillen van het Ministerie van het Waalse Gewest voor Leefmilieu en Landbouw

De Minister van het Waalse Gewest voor Leefmilieu en Landbouw,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Besluit :

Artikel 1. De verdediging in rechte van zaken betreffende de aangelegenheden inzake leefmilieu en landbouw van de Minister van het Waalse Gewest, met uitsluiting van die welke onder de Raad van State ressorteren, wordt toevertrouwd aan de heer Pierre Neuville, advocaat bij de balie van Charleroi, kantoor houdende te 8000 Charleroi, 1/7, boulevard Defontaine, die de titel van advocaat van het Ministerie van het Waalse Gewest voor de provincies Luxemburg, Namen, Waals Brabant, Henegouwen en Luik voert.

Art. 2. De bevoegdheden van de advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden algemeen vastgesteld in de artikelen 3 tot 10 van het onderhavige besluit.

De Minister behoudt in bijzondere gevallen de mogelijkheid betwiste zaken toe te vertrouwen aan een andere advocaat dan die welke overeenkomstig artikel 1 is aangesteld.

Indien de advocaat zich om deontologische redenen moet terugtrekken, kan de Minister één van de andere aangestelde advocaten aanwijzen.

Art. 3. De aangestelde advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden eveneens ermee belast de verdediging op zich te nemen wanneer geschillen in de diensten zelf van het ministerieel kabinet voorkomen.

Bovendien kunnen zij door de Minister geraadpleegd worden telkens hij dit nodig acht.

Art. 4. De aangestelde advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest verzorgen de verdediging van de betwiste zaken tot de afhandeling ervan.

Art. 5. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden bezoldigd op basis van een jaarlijks abonnement dat voor elk 250 000 frank bedraagt, het bedrag wordt per driemaandelijke stortingen uitbetaald, behalve de dossierskosten.

Het wordt gekoppeld aan het indexcijfer en wordt aangepast bij elke stijging of daling van minstens 5 % van het indexcijfer.

De dossierskosten zullen voor elk dossier door de advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest bepaald worden en zullen volgens hun verzending per driemaandelijke stortingen terugbetaald worden.

Het vastgestelde bedrag wordt met de helft verminderd voor elk jaar waarin het aantal aan de advocaat toevertrouwde geschillen of gevraagde raadplegingen minder dan vijf bedraagt.

Art. 6. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden volgens het officiële tarief van de overheidsdiensten voor hun reiskosten vergoed wanneer zij zich voor de behandeling van een zaak buiten het gerechtelijk arrondissement moeten verplaatsen waar hun kantoor gevestigd is, de Minister bepaalt op basis van gelijkstelling der tariefklasse waarin ze worden gerangschikt.

Art. 7. Wanneer wordt vastgesteld dat het abonnement van een aangestelde advocaat ontoereikend is, rekening houdend met het aantal zaken die hij heeft moeten behandelen, kan de Minister hem, binnen de perken van de begrotingskredieten, in een bijzondere overeenkomst een buitengewone jaarlijkse toeslag bij zijn honorarium toekennen.

De afrekening mag slechts gemaakt worden wanneer een zaak definitief beëindigd is en na eventuele compensatie in geval van geschil.

De aangestelde advocaten worden door de Minister belast zelf die vergoedingen van de verliezende partijen terug te vorderen.

Art. 9. De opdracht van de advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest eindigt ambtshalve de eerste dag van de maand volgens op die gedurende welke zij de leeftijd van 70 jaar bereiken.

Art. 10. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden niet als ambtenaren van het algemeen bestuur beschouwd in de zin van de wet op de pensioenen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 1986.

De Minister van het Waalse Gewest voor Leefmilieu en Landbouw.

D. DUCARME

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 86 — 1513

23 SEPTEMBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif
relatif à la répartition de l'article 01.04.11 des sections 31 et 37 du Titre I^{er} ;
« Dépenses de toute nature en rapport avec le transfert des services de la Communauté française »

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 27 mars 1986 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1986;

Vu l'arrêté du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 4 septembre 1986;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant de 37 000 000 de francs (trente-sept millions de francs) prélevé du Titre I^{er}, Secteur Secrétariat général, section 31, article 01.04.11 du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1986, est réparti entre les articles repris ci-après de la même section 31 :

(en millions de francs)

11.03.11	27,4
12.01.11	5,0
12.05.11	4,0
12.31.11	0,6

Art. 2. Un montant de 45 200 000 francs (quarante-cinq millions deux cent mille francs) prélevé du crédit du Titre I^{er}, Secteur Infrastructure et Patrimoine, section 37, article 01.04.11 du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1986, est réparti entre les articles repris ci-après de la même section 37, Titre I^{er} :

(en millions de francs)

12.02.11	8,7
12.03.11	7,0
12.06.11	29,0
12.22.11	0,5

Art. 3. Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 septembre 1986.

Par l'Exécutif de la Communauté française,
le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

Ph. MONFILS